

**Report to  
Rapport au :**

**Community and Protective Services Committee  
Comité des services communautaires et de protection  
17 October 2019/17 octobre 2019**

**and Council  
et au Conseil  
23 October 2019/23 octobre 2019**

**Submitted on October 7, 2019  
Soumis le 7 octobre 2019**

**Submitted by  
Soumis par :  
Pierre Poirier, Manager Security and Emergency Management/gestionnaire,  
Sécurité et gestion des mesures d'urgence**

**Contact Person  
Personne-ressource :  
Amanda Greene, Program and Project Management Officer, Business Support  
Services/agente de gestion de programme et de projet, Services de soutien aux  
activités  
613-580-2424, ext/poste 16624, Amanda.Greene@ottawa.ca**

**Ward/Quartier : CITY WIDE/À  
L'ÉCHELLE DE LA VILLE**

**File Number/N° de dossier : ACS2019-  
EPS-GEN-0013**

**SUBJECT: Security and Emergency Management Service 2018 Annual Report**

**OBJET : Rapport annuel 2018 de la Direction de la sécurité et de la gestion  
des mesures d'urgence**

#### **REPORT RECOMMENDATION**

**That the Community and Protective Services Committee recommend Council  
receive this report for information.**

## **RECOMMANDATION DU RAPPORT**

**Que le Comité des services communautaires et de protection recommande au Conseil de prendre connaissance du présent rapport.**

### **RÉSUMÉ**

La Direction de la sécurité et de la gestion des mesures d'urgence (DSGMU) présente chaque année un rapport sur ses activités et ses autres grandes réalisations. Elle a pour mandat d'assurer un environnement sûr aux résidents et aux visiteurs d'Ottawa par l'intermédiaire de Sécurité municipale et du Bureau de gestion des mesures d'urgence (BGMU).

#### **Sécurité municipale**

Sécurité municipale est résolue à créer un environnement sûr pour le personnel et les biens de la Ville d'Ottawa par la prestation de services de protection.

En 2018, l'équipe a répondu à plus de 31 000 demandes de service, surtout concernant les services d'identification avec photo, la surveillance et la gestion des alertes, la gestion des incidents et les besoins opérationnels.

Les conseillers en sécurité ont offert au personnel municipal 14 séances de sensibilisation sur la sécurité, prodigué des conseils de sécurité, fourni des services – notamment de planification – lors de 21 événements, effectué 9 vérifications de sécurité dans les parcs et installations de la Ville, et exécuté plus de 150 projets de protection. De plus, l'équipe a remplacé plus de 700 caméras dans le cadre du projet de réfection du réseau de télévision en circuit fermé (TVCF). D'importantes mesures de sécurité physique ont été mises en œuvre à la place Marion-Dewar pour protéger la population et assurer sa sécurité lors de festivals, en bloquant l'accès aux véhicules non autorisés.

Sécurité municipale a comparé ses services à ceux de 10 autres municipalités canadiennes. Elle s'est également soumise à l'examen du vérificateur général de la Ville. Les résultats de l'analyse comparative et les recommandations du vérificateur orienteront son plan de travail, lequel sera présenté – avec son cadre – au Comité des services communautaires et de protection au début de 2020.

#### **Bureau de gestion des mesures d'urgence**

Le BGMU assure l'exécution, la mise à jour et la coordination du Programme municipal de gestion des situations d'urgence (PGSU). Il est intervenu dans 73 situations prévues et imprévues à degrés de gravité variés où il s'est occupé de la transmission de

renseignements sur la situation et, au besoin, de la coordination des mesures d'intervention et de récupération de la Ville. On peut penser, par exemple, aux tornades et aux vents violents du 21 septembre 2018, qui ont exigé une intervention coordonnée et la mobilisation du Centre des opérations d'urgence pendant six semaines.

Mais ce n'est pas tout; le BGMU a donné 20 présentations du programme Êtes-vous prêt? devant 346 participants. Quant à l'équipe du Programme de formation et d'exercices en gestion des mesures d'urgence, elle a donné, en 2018, 27 cours sur la gestion des mesures d'urgence à 472 personnes.

La DSGMU a multiplié les réalisations dans la dernière année. Elle continue d'assurer un environnement sûr aux résidents et aux visiteurs d'Ottawa ainsi qu'au personnel de la Ville.

## **CONTEXTE**

La Direction de la sécurité et de la gestion des mesures d'urgence (DSGMU) présente chaque année au Comité des services communautaires et de protection un rapport sur ses activités et ses autres grandes réalisations.

Elle fait partie de la Direction générale des services de protection et d'urgence (SPU) et a pour mandat d'assurer un environnement sûr aux résidents, aux visiteurs et aux employés. La DSGMU encadre les services municipaux dans la mise en œuvre d'un programme de gestion des situations d'urgence complet, qui donne à la Ville le moyen de prévenir les urgences, de s'y préparer, d'y réagir, d'en atténuer les répercussions et de s'en remettre. Enfin, elle crée un environnement sûr pour les employés et les biens de la Ville par la prestation de services de protection.

La DSGMU compte deux volets : Sécurité municipale et le Bureau de gestion des mesures d'urgence (BGMU). Elle s'occupe également du Système de radiocommunication municipal et de l'octroi des contrats pour le service 9-1-1, en collaboration avec la Commission de services policiers d'Ottawa. Pour en savoir plus sur le service 9-1-1, voir le [Rapport annuel 2017 sur le service 9-1-1 \(ACS2018-EPS-GEN-0005\)](#).

## **ANALYSE**

Dans son rapport annuel, la Direction de la sécurité et de la gestion des mesures d'urgence (DSGMU) met en lumière ses grandes réalisations de l'année.

## Sécurité municipale

Sécurité municipale est résolue à créer un environnement sûr pour le personnel et les biens de la Ville par la prestation de services de protection :

- Gestion des situations d'urgence et enquêtes;
- Conception et installation de systèmes de sécurité électroniques;
- Planification et gestion de la sécurité lors des événements;
- Vérifications des menaces, des risques et de la sécurité dans les installations;
- Séances de sensibilisation sur la sécurité;
- Administration du système intégré de gestion de la sécurité, qui comprend des systèmes de détection d'intrusion, de contrôle des accès et de télévision en circuit fermé (TVCF);
- Services d'identification avec photo;
- Surveillance et gestion des alertes par le Centre des opérations de sécurité.

En 2018, Sécurité municipale a répondu à plus de 31 000 demandes de service, dont plus de 14 000 pour les services d'identification avec photo. Le Centre des opérations de sécurité a reçu plus de 8 500 alertes, et une patrouille de sécurité ou une équipe d'intervention a été déployée à plus de 2 000 reprises.

Le nombre d'incidents signalés a augmenté par rapport à 2017, alors que plus de 1 700 rapports d'incident ont été déposés par des employés en 2018. Sécurité municipale a notamment remarqué une hausse du nombre de manifestations dans les installations de la Ville, entre autres à l'hôtel de ville et près du monument des droits de la personne. Les incidents individuels, comme les cas de harcèlement, d'agression, de menaces de violence et de consommation de drogues ou d'alcool sur la propriété municipale, ont aussi augmenté en 2018.

**Tableau 1 : Demandes liées à un incident**

Type d'incident	2017	2018
<b>Droque ou alcool</b>		
Consommation	21	42
Possession	4	7
Vente soupçonnée d'une substance illicite	3	1
Personne sous influence	15	43
<b>Nombre total d'incidents</b>	<b>43</b>	<b>93</b>
<b>Comportement individuel</b>		
Aggression	50	52

Harcèlement	40	74
Acte entraînant la mort	1	0
Agression sexuelle	19	6
Menace de violence	55	61
<b>Nombre total d'incidents</b>	<b>165</b>	<b>193</b>

En 2018, les conseillers en sécurité ont tenu 14 séances de sensibilisation sur la sécurité auprès du personnel municipal. Ils ont offert des services – notamment de planification – lors de 21 événements, effectué 9 vérifications de sécurité dans les parcs et installations de la Ville et exécuté plus de 150 projets de protection, dont le réaménagement de la Cour des arts.

L'équipe des services d'identification avec photo a créé plus de 5 000 cartes d'identité et d'accès et modifié plus de 9 000 accès pendant l'année. Dans le budget de 2019, la DSGMU a demandé deux nouveaux équivalents temps plein pour administrer ces services afin d'améliorer la sécurité des cartes. En outre, Sécurité municipale prépare actuellement une politique municipale sur le sujet, qui définira les rôles et responsabilités de chacun relativement à l'utilisation des cartes d'identité avec photo et des cartes d'accès dans les installations de la Ville.

### **Élaboration de programmes et amélioration de la sécurité à l'hôtel de ville**

En 2018, Sécurité municipale a comparé ses services à ceux de 10 autres municipalités canadiennes. L'analyse comparative a révélé que les services de sécurité d'Ottawa sont comparables à ceux des autres villes, mais qu'ils reposent sur moins d'employés, un plus petit budget et moins de politiques municipales sur la sécurité.

Le vérificateur général a examiné les services de sécurité municipaux; il a présenté son rapport au Comité de la vérification le 8 avril 2019.

Selon la vérification, la Ville satisfait les attentes relativement aux processus de gestion des risques et ses actifs sont protégés par des mesures de sécurité physique adéquates. Des secteurs de risque ont cependant été définis, par exemple en ce qui concerne l'élaboration de programmes et de politiques en général, la planification proactive ainsi que la production de rapports exhaustifs sur les activités de sécurité pour le Conseil et le Comité des services communautaires et de protection.

À la lumière des pratiques exemplaires de sécurité interne, le vérificateur général a recommandé de créer des postes à l'interne plutôt que de sous-traiter les activités de sécurité, les services d'identification avec photo et les services d'agent de sécurité.

Sécurité municipale travaille d'ailleurs à la création d'un cadre et d'un plan de travail pour remédier aux lacunes soulevées par le vérificateur général. Les résultats de l'analyse comparative et les recommandations du vérificateur l'aideront dans ce travail.

Récemment, les terroristes ont commencé à utiliser des véhicules pour s'attaquer à la population, une technique efficace et peu coûteuse. En 2018, Sécurité municipale a donc apporté d'importants changements à la sécurité physique de la place Marion-Dewar pour prévenir ce type d'attaques. Des bornes de protection anticollision et des éléments paysagers ont été installés et aménagés sur le périmètre de la place Marion-Dewar pour bloquer l'accès aux véhicules non autorisés. Résultat : les lieux sont plus sûrs pour la population et les festivaliers.

Sécurité municipale continue d'évaluer les procédures et les mesures physiques de sécurité internes et externes à l'hôtel de ville. L'équipe recommandera d'autres améliorations au cadre et au plan de travail, qu'elle présentera au Comité des services communautaires et de protection au premier trimestre de 2020.

### **Remplacement des systèmes de télévision en circuit fermé**

L'utilisation de systèmes de télévision en circuit fermé (TVCF) pour surveiller et enregistrer les incidents est essentielle à la sécurité physique. Ces systèmes servent à voir ce qui se passe dans un lieu donné et à faire une vérification lorsque le Centre des opérations de sécurité reçoit une alerte. Ils sont aussi un excellent outil d'analyse après incident.

En 2015, Sécurité municipale avait reçu des fonds d'immobilisations (1,4 million de dollars sur quatre ans) pour résoudre les problèmes liés au cycle de vie et remplacer les systèmes dans l'ensemble de la ville, projet qui s'est terminé en 2018. L'équipe a remplacé complètement le système de plus de 50 installations de la Ville, y compris l'hôtel de ville, et installé ou remplacé plus de 700 caméras et appareils d'enregistrement.

### **Bureau de gestion des mesures d'urgence**

Le BGMU assure l'exécution, la mise à jour et la coordination du Programme municipal de gestion des situations d'urgence (PGSU). Conformément à la *Loi sur la protection civile et la gestion des situations d'urgence* (LPCGSU) de l'Ontario (2009), le Programme comprend un plan de mesures d'urgence municipal, un programme de formation et d'exercices en gestion des mesures d'urgence ainsi qu'un programme de sensibilisation publique. Il établit les obligations en matière d'identification des dangers

et d'évaluation des risques. En plus de respecter la LPCGSU, le PGSU est reconnu dans le cadre de l'Emergency Management Accreditation Program.

À l'échelle de la ville, les services municipaux collaborent pour réaliser les objectifs du PGSU. Ce dernier fait aussi interagir des partenaires et acteurs externes, comme la Croix-Rouge canadienne, l'Armée du Salut, le Comité de la planification des mesures d'urgence des hôpitaux d'Ottawa et Centraide. Globalement, le PGSU a pour mandat d'offrir un milieu sûr et bien préparé, qui intègre les procédures de gestion de catastrophes provinciales, régionales et locales.

### Situations de gestion de mesures d'urgence

En 2018, le BGMU est intervenu dans diverses situations, prévues et imprévues, comme le détaille le tableau ci-dessous.

#### Tableau 2 : Nombre de situations en 2018

Un incident peut obliger la Ville à passer du mode normal au mode « Surveillance de la situation », puis au mode « Intervention accrue » avant de se mettre en alerte. Soulignons que cette progression ne se fait pas nécessairement dans l'ordre, un incident d'envergure pouvant dès le départ exiger que la Ville se mette en mode « Intervention accrue » ou « Alerte ».

Mode	Nombre de situations	Remarques
Surveillance de la situation	67	<p>S'entend des efforts déployés pour tenir les directions générales, les partenaires et les acteurs concernés au courant d'une situation en évolution et leur faire comprendre les répercussions.</p> <p>En mode « Surveillance de la situation », le personnel se tient prêt à intervenir au cas où la situation changerait, et peut être appelé à participer à des téléconférences et à des activités de planification.</p> <p>Mesure à prendre : Le BGMU relaye les messages aux directions générales, aux partenaires et aux acteurs concernés.</p>
Intervention accrue	6	<p>S'entend des activités associées à une situation hors du commun. Cette situation, imminente ou en train de se produire, peut constituer une menace à la sécurité publique, à la santé publique, à l'environnement, aux biens, aux infrastructures essentielles et à la stabilité économique.</p>

Mode	Nombre de situations	Remarques
		<p>En mode « Intervention accrue », le personnel est entièrement mobilisé, et peut être présent sur place, au Centre des opérations d'urgence.</p> <p>À ce niveau d'intensification, les agents de service de toutes les directions générales de la Ville sont avisés et appelés à intervenir.</p> <p>Mesure à prendre : L'aide du Centre des opérations d'urgence pourrait être requise.</p>
Alerte	0	<p>S'entend des efforts déployés lorsqu'une situation requiert la participation de la haute direction ainsi que la mobilisation du Groupe des activités et du Groupe de contrôle du Centre des opérations d'urgence pour la prise de décisions et le soutien stratégique.</p> <p>En mode « Alerte », le personnel est entièrement mobilisé, et peut être présent sur place, au Centre des opérations d'urgence.</p>
<b>Total</b>	<b>73</b>	

En 2018, le BGMU a coordonné l'intervention de la Ville dans les situations suivantes :

- du 16 février au 15 mai – crues nivales printanières (surveillance de la situation le 16 février; intervention accrue du 2 au 15 mai);
- du 16 au 18 avril – pluie verglaçante;
- du 28 juin au 2 juillet – célébrations de la fête du Canada;
- du 21 septembre au 2 novembre – tornades et vents violents;
- 11 novembre – Jour du Souvenir;
- 12 décembre – incendie au 251, rue Donald.

Outre les interventions menées lors de ces incidents, la Ville s'est trouvée en mode « Surveillance de la situation » durant 81 jours, en mode « Intervention accrue » durant 38 jours et en mode « Alerte » durant 0 jour. En mode « Surveillance de la situation », le personnel se tient prêt à intervenir au cas où la situation changerait, et peut être appelé à participer à des téléconférences et à des activités de planification. En mode « Alerte », le personnel est entièrement mobilisé, et peut être présent sur place, au Centre des opérations d'urgence.

## **Groupe de travail sur les crues nivales printanières de 2018**

Après les inondations de 2017, la Ville d'Ottawa a mis sur pied un groupe de travail sur l'atténuation des inondations pour 2018. Ce groupe est composé de représentants de plusieurs directions générales de la Ville et d'importants partenaires externes, comme les offices de protection de la nature locaux et le ministère des Richesses naturelles et des Forêts de l'Ontario. Dirigé par le BGMU, le groupe a pour mandat d'améliorer l'état de préparation et la capacité de réaction de la Ville en cas d'inondations.

Le BGMU et la Direction générale des travaux publics et de l'environnement ont tenu une réunion d'information technique en mars 2018 pour aviser les médias et les membres du Conseil des mesures de préparation prises par la Ville à l'égard des inondations. Après la réunion, le BGMU a aussi tenu une série de séances d'information publiques pour les résidents. Outre les messages de mise en garde, les séances ont porté sur les risques propres à chaque quartier. Elles ont servi à repérer les points à améliorer, comme la prévision des inondations, le matériel d'information sur les mesures de préparation et de protection des biens, l'examen de nouvel équipement et l'amélioration des procédures opérationnelles et tactiques pendant les interventions et la récupération. Les participants ont aussi pu visiter les kiosques de plusieurs partenaires, comme Santé publique Ottawa, la Direction générale des travaux publics et de l'environnement, l'Armée du Salut, la Croix-Rouge et Sauvetage Bénévole Outaouais. La Ville a reçu des fonds (240 000 \$) de Sécurité publique Canada pour élaborer un profil de risque d'inondation dans le cadre du programme d'atténuation des catastrophes. Ce profil sert à évaluer les risques d'inondation et la capacité d'évacuation des égouts sanitaires, des égouts pluviaux et des rues, s'il y a lieu; à produire des estimations quand aucune donnée détaillée n'est disponible sur les risques d'inondation associés à ces infrastructures dans un quartier; et à mettre à jour les cartes des zones de crue, qui serviront d'indicateurs approximatifs des risques potentiels.

L'examen des mesures d'intervention prises lors des inondations de 2017 a révélé des occasions d'améliorer la prestation des services de communication aux conseillers ainsi que la coordination des bénévoles. Le personnel a donc nommé un agent de liaison avec le Conseil pour fournir rapidement aux conseillers des renseignements lors des prochaines situations d'envergure. Le personnel a aussi révisé et amélioré le programme de gestion des bénévoles, pour le rendre plus adaptable aux besoins des quartiers touchés.

## **Intervention lors des tornades de 2018**

Le matin du 21 septembre 2018, les prévisions météorologiques annonçaient des tempêtes violentes dans la région d'Ottawa. Vers midi, un avertissement de tornade a été émis. En fin d'après-midi, Environnement Canada a confirmé que six tornades avaient touché la vallée de l'Outaouais, notamment Calabogie, Dunrobin, Nepean, Gatineau et l'ouest du Québec. La tornade de Dunrobin était de force EF-3, tandis que celle ayant touché Arlington Woods, Craig Henry et Greenboro était de force EF-2.

Les tornades ont fait beaucoup de ravages : elles ont rasé plusieurs maisons, arraché des toits, soulevé des voitures et déraciné des arbres, causant plusieurs blessures non mortelles et entraînant d'importantes répercussions économiques et sociales pour des milliers de résidents et d'entreprises d'Ottawa.

La Ville est alors tout de suite entrée en mode « Intervention accrue » pour gérer la situation. La tornade et les vents violents ont causé des dommages catastrophiques au poste de transformation d'Hydro Ottawa près du chemin Merivale. Au total, 171 000 clients des quatre coins d'Ottawa ont subi des pannes.

Des centres d'accueil et d'hébergement d'urgence ont été mis sur pied dans la West Carleton Secondary School, le Complexe récréatif Canterbury et le Complexe récréatif Goulbourn. Environ 3 000 visites ont été effectuées auprès des personnes touchées par les tornades et les pannes.

Le 25 septembre 2018, les centres d'accueil et d'hébergement d'urgence ont fait place à des centres de soutien à la collectivité dans la West Carleton Secondary School, le Sportsplex de Nepean et le Centre communautaire de Greenboro.

Le lendemain, des postes de commandement des activités bénévoles et de gestion des débris ont été installés à Dunrobin, Arlington Woods, Craig Henry et Greenboro pour venir en aide aux sinistrés. Des organisations non gouvernementales ont offert leur aide aux résidents évacués, contribué à la coordination des actions bénévoles et participé activement au nettoyage et à la gestion des débris.

Le 28 et le 29 septembre 2018, trois séances d'information publiques destinées aux sinistrés ont été organisées dans les quartiers Gloucester-Southgate et Rivière, le quartier Knoxdale-Merivale, et le quartier West Carleton–March. La Ville n'est passée en mode « Surveillance de la situation » que le 15 octobre 2018.

Ce changement de mode a marqué la fin de la période d'« Intervention accrue », qui aura duré 25 jours. Le ministère des Affaires municipales et du Logement a aussi activé

son Programme d'aide aux sinistrés pour la reprise après une catastrophe. Ce programme aide les résidents à couvrir les coûts de nettoyage, de réparation ou de remplacement des biens essentiels ainsi que les coûts de récupération de base en cas de situation d'urgence.

La nomination d'un agent de liaison avec le Conseil a effectivement contribué à la communication rapide d'information exacte et cohérente aux membres du Conseil. Il s'agit d'une pratique exemplaire définie à la suite des crues nivales printanières de 2017.

La phase de récupération du BGMU s'est poursuivie jusqu'en 2019.

### **Programme de sensibilisation publique Êtes-vous prêt?**

Le programme Êtes-vous prêt? de la Ville d'Ottawa vise à expliquer aux résidents et aux entreprises comment se préparer aux situations d'urgence et aux catastrophes.

Au total, 20 présentations, expositions, et entrevues télévisées et radiodiffusées sur le programme ont eu lieu, faisant participer 346 personnes.

### **Programme de formation et d'exercices en gestion des mesures d'urgence**

Chaque municipalité est tenue d'avoir un programme de formation et de mener des exercices pour s'assurer d'être prête à gérer les situations d'urgence et à intervenir. Le Programme de formation et d'exercices en gestion des mesures d'urgence de la Ville satisfait aux exigences législatives de la LPCGSU.

En 2018, ce sont 472 personnes qui ont assisté à une formation en classe sur leurs rôles et responsabilités lors d'une situation d'urgence. Le tableau ci-dessous en présente le détail.

**Tableau 3 : Formations et exercices – 2018**

<b>Nom du cours</b>	<b>Nombre de cours donnés</b>	<b>Nombre de participants</b>
Introduction à la gestion des situations d'urgence à Ottawa	5	106
Formation d'agent de service	5	50
Introduction au Système de gestion des incidents – SGI 100	En ligne	99
Introduction au Système ontarien de gestion des incidents – SGI 200	5	117
Groupe de contrôle du Centre des opérations d'urgence	6	23

Nom du cours	Nombre de cours donnés	Nombre de participants
Secrétaire du Bureau de gestion des mesures d'urgence	6	77
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>472</b>

Ont participé à la formation les organismes externes suivants : l'Armée du Salut, la Croix-Rouge canadienne, le Comité de la planification des mesures d'urgence des hôpitaux d'Ottawa, Infrastructure Canada, Centraide, l'Université d'Ottawa et des municipalités voisines.

La consignation des incidents est l'une des grandes responsabilités du BGMU. Pendant les crues nivales printanières de 2017, on a relevé la nécessité de nommer, à cette fin, un secrétaire qualifié. Par conséquent, le BGMU a retenu des services de Calian pour monter un cours sur le secrétariat en gestion des mesures d'urgence, dont une version pilote a été lancée juin 2018. Le cours a porté ses fruits : les secrétaires qui l'ont suivi ont pu accompagner le Centre des opérations d'urgence dans les situations prévues et imprévues de 2018.

Chaque année, les municipalités doivent, selon la LPCGSU, mener, pour leur groupe de contrôle du Centre des opérations d'urgence (haute direction), un exercice d'au moins quatre heures. Le 7 décembre 2018, 21 membres et membres suppléants du Groupe de contrôle du Centre des opérations d'urgence ont participé un exercice de discussion visant à évaluer et à valider les processus par lesquels les membres reçoivent des mises à jour sur la situation, procèdent à l'évaluation des répercussions sur l'organisation, établissent les priorités en matière de continuité des activités et déterminent la meilleure façon de communiquer avec les acteurs internes et externes. La mise en situation portait sur les incidences d'un incident de train léger à la station Lyon.

### **Systeme de radiocommunication municipal**

La DSGMU assure l'exploitation et la gestion du système de radiocommunication de la Ville. Elle doit notamment entretenir l'infrastructure de radiocommunication en place et gérer les quelque 6 000 radios dont se servent les directions générales de la Ville et les partenaires externes (par exemple, l'Agence des services frontaliers du Canada, l'Administration de l'aéroport international d'Ottawa et l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien).

Le système de radiocommunication qu'utilise actuellement la Ville, soit le Système de communication à accès numérique amélioré (EDACS), a atteint la fin de son cycle de vie en juin 2013. Au terme d'un processus d'approvisionnement concurrentiel, la Ville a retenu Bell Mobilité inc. comme soumissionnaire privilégié, qui propose une entente pour un système lui appartenant et exploité par lui, soit le système radio IMCMS (Interoperable Mobile Communications Managed Service). La Ville passera donc du système EDACS au système IMCMS.

La transition a débuté en janvier 2015. D'ici la fin de 2018, le nouveau système radio IMCMS comptera près de 4 500 utilisateurs, dont la Direction générale des transports (OC Transpo et le Programme de construction ferroviaire), les Services des règlements municipaux et la Direction générale des travaux publics et de l'environnement. Le Service des incendies s'y est ajouté en 2018 et le Service de police d'Ottawa devrait en faire autant en 2019.

### **Conclusion**

La DSGMU a multiplié les réalisations dans la dernière année. Elle continue d'assurer un environnement sûr aux résidents, aux visiteurs, au personnel et aux biens d'Ottawa, et elle guide les services municipaux dans l'administration d'un plan de mesures d'urgence complet.

### **RÉPERCUSSIONS SUR LES ZONES RURALES**

Aucune répercussion sur les zones rurales n'est associée au présent rapport.

### **CONSULTATIONS**

Aucune consultation publique n'était requise pour le présent rapport.

### **COMMENTAIRES DES COMITÉS CONSULTATIFS**

Aucun commentaire de comités consultatifs n'est associé au présent rapport.

### **RÉPERCUSSIONS JURIDIQUES**

Aucune répercussion juridique n'est associée au présent rapport, soumis à titre informatif.

### **RÉPERCUSSIONS SUR LE PLAN DE LA GESTION DES RISQUES**

Aucune répercussion sur le plan de la gestion des risques n'est associée au présent rapport.

## **RÉPERCUSSIONS SUR LA GESTION DES ACTIFS**

Aucune répercussion sur la gestion des actifs n'est associée au présent rapport.

## **RÉPERCUSSIONS FINANCIÈRES**

There are no financial impacts associated with this rapport d'information.

## **RÉPERCUSSIONS SUR L'ACCESSIBILITÉ**

Aucune répercussion sur l'accessibilité n'est associée au présent rapport, soumis à titre informatif.

## **RÉPERCUSSIONS SUR L'ENVIRONNEMENT**

Aucune répercussion sur l'environnement n'est associée au présent rapport, soumis à titre informatif.

## **RÉPERCUSSIONS TECHNOLOGIQUES**

Aucune répercussion technologique n'est associée au présent rapport.

## **PRIORITÉS POUR LE MANDAT DU CONSEIL**

Sécurité et Gestion des mesures d'urgence services fits into the Healthy and Caring Communities priorités pour le mandat du Conseil, as this branch contributes to residents, visitors and city staff in building a "healthy, safe, secure

## **SUITE À DONNER**

La Direction de la sécurité et de la gestion des mesures d'urgence mettra en œuvre toute directive reçue avec les conclusions du présent rapport.